

L'alternative au dollar et les BRICS



Par : Claudia Fonseca Sosa (Source Cubadebate)

Alors que les experts débattent de l'instabilité du marché financier et de la monnaie américaine, d'autres alliances économiques et monnaies se renforcent.

Le banquier le plus riche d'Asie et PDG de la banque indienne Kotak Mahindra, Uday Kotak, a récemment qualifié le dollar américain de "plus grand terroriste financier du monde".

Je crois sincèrement que le plus grand terroriste financier du monde est le dollar américain", a déclaré le magnat, arguant que "tout notre argent se trouve sur des comptes nostro [ceux détenus par une banque nationale dans une banque d'un autre pays dans une devise étrangère] et quelqu'un aux États-Unis peut dire "vous ne pouvez pas le retirer à partir de demain matin". Vous êtes donc pris au piège".

"C'est le pouvoir de la monnaie de réserve", a averti M. Kotak, et dans ce sens, il a déclaré que "nous sommes à un moment crucial de l'histoire", où le monde "cherche désespérément une monnaie de réserve alternative".

Le banquier indien a déclaré que "ces changements se produisent tous les quelques centaines d'années" et a rappelé que, dans le passé, la livre sterling était la principale monnaie de réserve mondiale, mais qu'elle a été remplacée par le dollar.

"La question est de savoir quel pays dans le monde peut maintenant adopter cette position", a souligné M. Kotak, considéré comme un spécialiste renommé dans le monde de la finance, qui estime que l'Europe, le Royaume-Uni et le Japon ne seront probablement pas en mesure de le faire.

Cependant, alors que Kotak et d'autres experts débattent de l'instabilité du marché financier et de la monnaie américaine, d'autres alliances économiques et d'autres monnaies se renforcent.

Au cours de l'année écoulée, pour ne citer que quelques exemples, la monnaie chinoise, le yuan, a remplacé le dollar américain en tant que monnaie la plus échangée sur les marchés de la Fédération de Russie.

D'autres pays, comme l'Argentine, remplacent également le dollar par le yuan dans leurs échanges bilatéraux avec la Chine.

La Banque centrale d'Iran étudie la possibilité de créer, avec la Russie, un Stablecoin adossé à l'or qui pourrait être accepté comme moyen de paiement dans les règlements du commerce extérieur à la place du dollar, du rouble et du rial iranien.

Les Émirats arabes unis (EAU) et l'Inde discutent des moyens de stimuler le commerce non pétrolier en roupies et en dirhams.

Même Washington admet déjà que les sanctions économiques contre la Russie et d'autres pays mettent en péril le statut du dollar américain en tant que monnaie mondiale.

"Le risque existe, lorsque nous imposons des sanctions financières, qu'elles soient liées au rôle du dollar, ce qui, avec le temps, peut saper l'hégémonie du dollar", a déclaré Janet Yellen, secrétaire d'État au Trésor américain, à la mi-avril.

Elle a souligné qu'"il ne sera pas facile pour les autres pays de trouver une alternative ayant les mêmes propriétés".

Les défis du modèle de Bretton Woods



Photo : Grigori Sysoev/ Sputnik.

En juillet 1944, les représentants de plus de 40 pays se sont réunis dans un hôtel de Bretton Woods, dans le New Hampshire (États-Unis), pour concevoir un nouveau modèle de relations commerciales et financières entre les puissances émergentes après la Seconde Guerre mondiale. Les accords issus de cette réunion ont été fortement influencés par les États-Unis, la plus grande puissance établie du monde.

C'est dans ces conditions qu'a été définie l'utilisation du dollar au niveau mondial, à condition que sa valeur soit garantie par l'or. En 1971, sous la présidence de Richard Nixon, cette relation a été rompue. Dès lors, le dollar n'est plus garanti par l'or, mais exclusivement par la confiance que lui accorde la société, consolidant ainsi son caractère de monnaie fiduciaire.

Près de 80 ans ont passé, mais les institutions nées de cette réunion de 1944 - le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale - ont continué à reproduire les mêmes schémas de domination, au profit exclusif du grand capital, aux mains des puissances occidentales.

Il n'est pas rare que les prêts accordés par le FMI ou la Banque mondiale impliquent des "conditions léonines" pour les pays en voie de développement et les pays en situation critique, avec réduction des dépenses publiques, réduction des pouvoirs de l'État et chômage.

Cependant, chaque jour, de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer la construction d'un système financier plus juste, avec une monnaie alternative au dollar.

C'est ainsi qu'en 2014 ont été lancés le Contingency Reserve Arrangement et la Banque de développement des BRICS, mécanismes par lesquels les économies émergentes comme le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud ont décidé de commencer à changer l'ordre existant et de revendiquer leur rôle de plus en plus important dans l'économie internationale.

Mais la "rupture" du statu quo établi par les "jumeaux de Bretton Woods" n'aurait pas seulement des implications pour ce groupe de cinq pays.

Comme l'a déclaré en 2014 la présidente brésilienne de l'époque, Dilma Rousseff, hôte du 6e sommet des BRICS, la nouvelle banque de développement des BRICS représenterait "une alternative pour les besoins de financement des pays en développement" et "compenserait les déficits de crédit" qui existent dans les institutions financières multinationales.

En 2023, Mme Rousseff a assumé la présidence de la Banque de développement des BRICS, qui, après plusieurs années de fonctionnement, se consolide en tant que fonds visant à accorder des prêts, des financements et une assistance technique pour des projets des membres du bloc économique et d'autres pays en développement.

Dilma terminera le mandat de cinq ans de son prédécesseur Marcos Troyjo, nommé par l'ancien président Jair Bolsonaro en 2020, et restera en fonction jusqu'au 6 juillet 2025.

Dans son discours inaugural, la nouvelle présidente de la banque des BRICS a souligné l'importance du bloc formé par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud pour le développement mondial. "C'est le reflet du rôle de ses membres en tant que leaders mondiaux et de leur capacité à s'unir pour relever les défis les plus importants et les plus pressants d'aujourd'hui. Ensemble, les membres des BRICS sont plus forts et plus compétents", a-t-elle déclaré.

Concernant son activité à la tête de la banque des BRICS, elle a annoncé : "Nous lèverons des fonds sur un large éventail de marchés mondiaux, dans différentes devises". "Nous essaierons également de financer des projets en monnaies locales, en favorisant les marchés nationaux et en réduisant l'exposition aux variations des taux de change", a-t-elle déclaré.

Le président brésilien Luiz Inácio Lula Da Silva, qui a assisté à la cérémonie d'inauguration de Mme Rousseff à Shanghai, a souligné les raisons pour lesquelles la nouvelle institution financière a été créée et son rôle dans le contexte mondial actuel.

"La Banque de développement a été créée pour réduire les inégalités entre les pays riches et les pays émergents, qui se traduisent par l'exclusion sociale, la faim, l'extrême pauvreté et les migrations forcées", a-t-elle déclaré.

"Le changement climatique, la pandémie de covid-19 et les conflits armés ont un impact négatif sur les populations les plus vulnérables", a-t-il ajouté.

"Aucun dirigeant ne peut travailler avec un couteau sous la gorge parce qu'il a une dette, les banques doivent être patientes et s'il était possible de renouveler les accords, mettre le mot tolérance dans chaque renouvellement", a déclaré le chef d'État brésilien.

Il a souligné que "les banques ne peuvent pas asphyxier les économies des pays, comme le Fonds monétaire international le fait actuellement avec l'Argentine, et comme il l'a fait avec le Brésil pendant si longtemps et avec tous les pays du tiers-monde".

"Je rêve que les BRICS puissent créer un outil de développement qui soit solide et qui prête de l'argent dans le but d'aider les pays et non de les asphyxier", a-t-il ajouté.

"Pourquoi une institution comme la banque des BRICS ne pourrait-elle pas avoir une monnaie pour financer les relations commerciales entre le Brésil et la Chine, entre le Brésil et tous les autres pays des BRICS ?

Les BRICS, un pilier pour un ordre mondial plus juste

Les experts rappellent que depuis 2009, date du premier sommet du groupe BRIC, alors composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine, le monde a commencé à évoluer vers une forme d'intégration visant un véritable équilibre politique mondial.

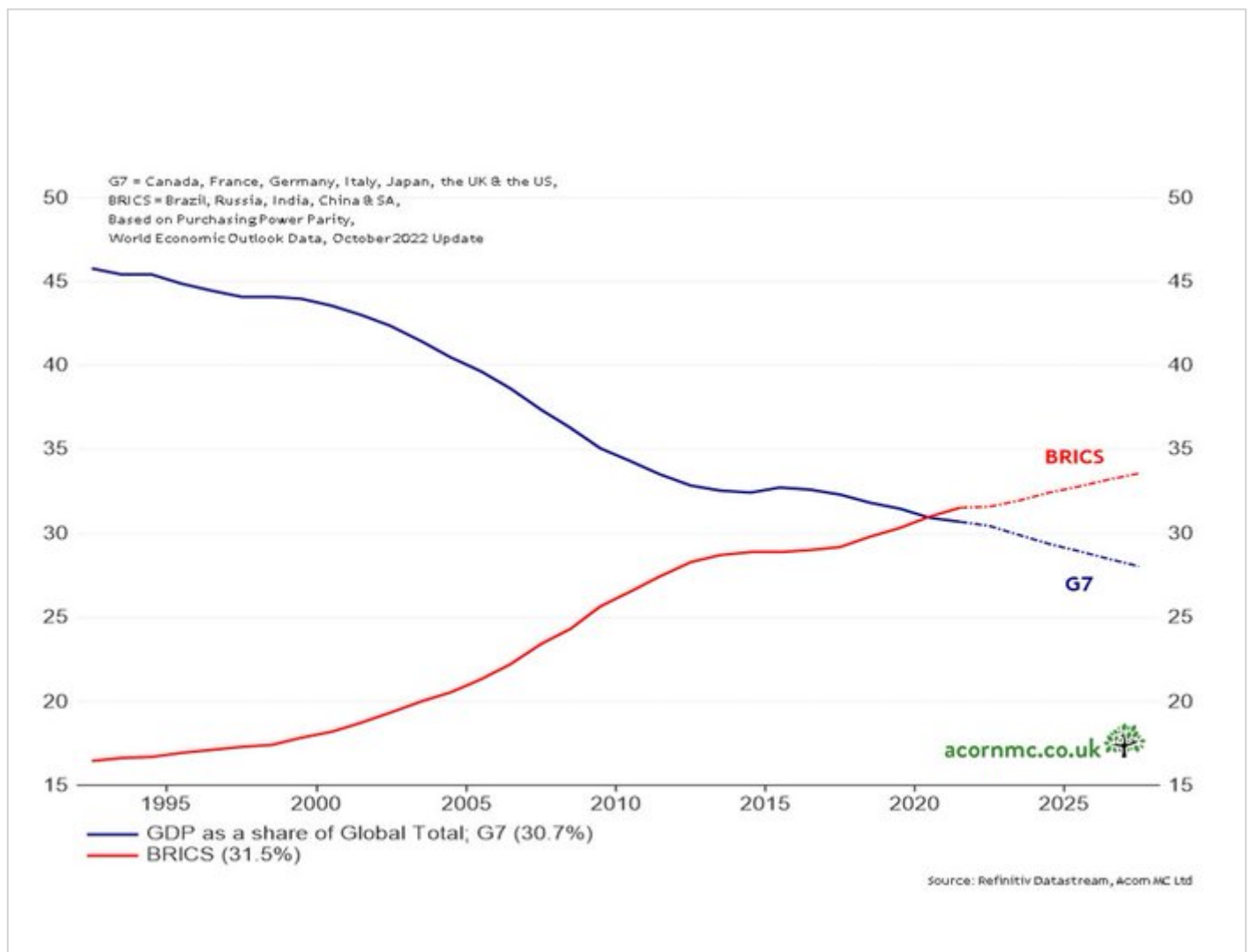
Devenu BRICS, après l'ajout de l'Afrique du Sud en 2010, ce groupe a suscité des perspectives si réelles que d'autres nations dotées de capacités de production et d'économies diversifiées ont déjà manifesté leur intérêt à le rejoindre, notamment l'Arabie saoudite, l'Algérie, l'Argentine, les Émirats arabes unis et le Mexique.

Les experts soulignent que l'influence économique des BRICS pourrait s'accroître à court terme en raison du nombre croissant de pays qui expriment leur intérêt à rejoindre le groupe.

Aujourd'hui, le groupe des BRICS est l'un des piliers d'un ordre mondial plus juste et le gardien d'un véritable multilatéralisme, avec une importance croissante face au déclin de l'ensemble du système des relations économiques mondiales, avec les États-Unis et leurs politiques néocoloniales au premier plan.

En tant que groupe, les pays BRICS ont déjà dépassé le Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et Union européenne) en représentant une part plus importante du produit intérieur brut mondial.

Le graphique réalisé par Acorn Macro Consulting, une société de recherche macroéconomique basée au Royaume-Uni, montre la croissance constante des BRICS par rapport au G7 et prévoit que l'écart se creusera dans les années à venir.



Selon les prévisions, d'ici 2028, la part des BRICS augmentera à 33,6 %, contre 31,6 % en 2022, tandis que la part du G7 diminuera à 27,8 %, contre 30,4 % l'année dernière.

Fin 2020, les chiffres étaient similaires, les deux groupes de pays contribuant chacun à hauteur de 31 % à la croissance économique mondiale.

En outre, le FMI prévoit qu'entre 2023 et 2028, la contribution de la Chine à la croissance économique mondiale sera deux fois supérieure à celle des États-Unis.

Le taux de l'Inde dépassera également celui du pays nord-américain, constituant 12,9 % contre 11,3 % l'année dernière.

Les experts rappellent que les BRICS représentent aujourd'hui près de la moitié de la population mondiale et un quart du PIB mondial. Le rejet du dollar par au moins certains de ces pays pourrait particulièrement affecter les États-Unis, qui achètent des biens dans le monde entier exclusivement avec leur monnaie.

Le principal attrait de la proposition des BRICS est l'absence de dépendance à l'égard des États-Unis et de l'Union européenne. L'utilisation de l'économie comme instrument de pression politique a sapé la réputation de ces deux acteurs en tant que partenaires fiables dans le commerce international.

Par ailleurs, une monnaie des BRICS est considérée comme le rival le plus probable du dollar dans les années à venir.

L'introduction d'une monnaie collective des BRICS dépend dans une large mesure de la volonté politique et de l'accord des pays membres du bloc pour utiliser un tel mécanisme dans le cadre de la mise en œuvre de la politique monétaire.

En tant qu'instrument de réserve ou de paiement dans l'activité économique et commerciale extérieure, elle est bénéfique pour les pays des BRICS eux-mêmes, car elle accroîtrait la stabilité de leurs systèmes financiers et renforcerait leur souveraineté.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/331823-lalternative-au-dollar-et-les-brics>



Radio Habana Cuba